

Penser l'économie de demain et le futur de l'économie politique

Colloque international de l'AFEP et de l'IIPPE

Avec la participation de l'ADEK, de l'AHE et de l'EAEPE

Date et lieu : IEP de Lille et Université de Lille, 3-5 juillet 2019

L'économie telle que nous la comprenons ici s'entend comme économie-discipline et comme économie-objet. En ces deux acceptions, elle est confrontée à une double crise depuis de longues années : crise « de l'économique », bien sûr, mais également crise « des théories économiques », en particulier de certaines approches *mainstream*. Ces « crises », dont on doit se demander si elles ne sont pas plus simplement des mutations profondes à la fois du fonctionnement de nos économies et, corrélativement, de la manière de les appréhender, nécessitent de remettre sur le chantier le travail prospectif de celui ou celle qui « étudie » l'économique.

Il ne s'agit bien sûr pas ici d'un travail de prospective classique, dont chacun mesure de plus en plus la difficulté, mais bien plus d'une introspection qui permette de saisir à la fois ce qui profondément « change » dans l'économie. Il s'agit par-là de saisir les lignes de forces de l'économie de demain, et ce qui est en train de changer dans la manière dont les sciences, et notamment les sciences sociales (la sociologie, l'histoire, la géographie, les sciences politiques, juridiques, la gestion) appréhendent l'économique, le décrivent, le formalisent, l'analysent, le conceptualisent.

Ce colloque international entend donc étudier ce double mouvement, et notamment, quoique de manière non exclusive, vise à faire des ponts entre la crise de la théorie économique *mainstream* et les crises que traversent les économies mondiales (crise financière, crise sociale - notamment migratoire, crise écologique...)

Dans le cadre de ce colloque international co-organisé par l'AFEP (l'association française d'économie politique qui fêtera aussi les dix ans de son organisation professionnelle) et l'IIPPE (International Initiative for the Promotion of Political Economy), en partenariat avec l'ADEK (Association for the Development of Keynesian Studies), l'EAEPE (European Association for Evolutionary Political Economy) et l'AHE (Association for Heterodox Economics) les économistes et plus généralement les chercheurs en sciences sociales sont invités à proposer des contributions s'inscrivant dans ce thème général et dans les questions et thématiques – non exhaustives – suivantes.

I. Penser l'économie-discipline d'aujourd'hui et de demain

a. Des théories rattrapées par les transformations du capitalisme ?

Toutes les théories économiques font face, parfois malgré elles, aux grandes questions contemporaines, en particulier celles des mutations du capitalisme. Comment les théories économiques innovent-elles conceptuellement et repensent-elles leurs cadres analytiques, leurs outils d'analyse, leurs mesures ?

On pense ici à toutes les traditions de l'économie, de l'économie *mainstream* en ce qu'elle se réforme et se diversifie, aux approches institutionnaliste et d'économie politique (économie post-keynésienne, économie des conventions, théorie de la régulation, socio-économie, institutionnalisme historique, marxisme, évolutionnisme, économie féministe etc.).

Comment les transformations du capitalisme conduisent-elles ou non à transformer les savoirs économiques (disciplines) et les savoirs de l'économie pratique : quelles sont les évolutions ? Quelles sont les imbrications entre ces savoirs ?

Quelles sont les analyses de la construction sociale des « nouveaux » savoirs scientifiques en économie, les théories, les concepts, et les instruments d'observation et de mesure, pour penser le monde contemporain et ses futurs ?

Peut-on encore faire de *la* théorie économique ? Existe-il encore un savoir commun aux économistes... ou sommes-nous contraints d'accepter une myriade de propositions théoriques parcellaires et de spécialités (économie des transports, économie écologique, économie du travail, économie des services, économie de la concurrence...) ne faisant plus corps ?

b. Les sciences sociales face à l'avenir de l'économie

Dans quelle mesure la sociologie, mais aussi les sciences juridiques, la géographie, les sciences politiques, l'histoire ou encore la philosophie sont alliées de l'économie politique, voire pour certaines d'entre elles une de ses perspectives ?

Comment ces sciences humaines et sociales pensent-t-elle non seulement l'économie de marchés, des marchés, mais aussi l'économie capitaliste ? Quelles sont les innovations conceptuelles pour penser l'économie du futur ?

Comment s'accordent-elles à la science économique et sa tendance, souvent dénoncée, à l'hégémonisme ? L'économie est-elle toujours une science sociale ? Existe-t-il une logique de réflexion commune sur l'économie ou plutôt une partition des tâches ? Comment devraient évoluer ces rapports complexes entre l'économie et les (autres) sciences sociales ?

Plus généralement, le temps n'est-il pas venu à la réunification des sciences sociales ? La partition infinie du savoir, notamment sur l'économie, entre de multiples sous-disciplines et sous-questions est-elle heuristique ? Est-ce l'avenir ?

Comment penser l'articulation de la réflexion sur les faits économiques et la réflexion de philosophie économique ?

c. L'organisation de l'économie politique à l'international

L'économie-discipline est aussi structurée par des institutions qu'elle contribue en retour à forger. Comment les économistes s'organisent-ils, intellectuellement et institutionnellement, pour penser l'économie de demain ?

Cela passe par des luttes institutionnelles, mais aussi par des réflexions plus épistémologiques sur ce qu'est ou devrait être la pensée économique. Doit-elle être univoque ? Diverse ? Existe-il encore un clivage entre une orthodoxie et une hétérodoxie ?

Comment dire et mesurer ce qui relève de l'économie et ce qui n'en relève pas ? Comment évaluer la « qualité » de nos recherches ?

Comment aider les citoyens à décrypter l'économie et à le faire évoluer ? Quelle formation à l'économie souhaitons-nous pour demain, notamment en Europe ?

II. Penser l'économie-objet d'aujourd'hui et de demain : perspectives interdisciplinaires

Réinterroger les pratiques économiques et les objets de l'économie du capitalisme contemporain renouvelle, parfois à grands frais, les concepts et méthodes. C'est que les objets économiques ne sont pas des choses inertes et « distantes » que l'on pourrait étudier en surplomb : n'est-ce pas là le propre des sciences sociales ? L'objet interagit, y compris dans le temps et l'espace, avec celui qui l'observe...

Où va le capitalisme ? Quels sont les limites et les relais du capitalisme contemporain et où cela mène de prolonger les tendances ? Quels sont les scénarios macro-économiques ?

Parmi les perspectives de l'économie, et sans viser l'exhaustivité, on identifie l'économie dans ses rapports à la nature (environnement, écologie), la « soutenabilité » des systèmes productifs, de consommation et de distribution; les rapports de propriété et plus généralement le commun, l'économie industrielle en particulier dans les secteurs comme l'industrie chimique, le nucléaire, l'industrie pharmaceutique, microélectronique, mais aussi dans l'alimentation, le recyclage etc. ; les pratiques économiques circulaires, de la fonctionnalité, etc. ; l'économie du numérique tant dans ses perspectives de production, de travail que de consommation ; l'emploi, le travail et l'activité en particulier sous l'angle de leurs zones grises car les catégories, nomenclatures et concepts sont traversés par les bouleversements des pratiques du capitalisme ; les inégalités que ce soit en termes de partage de la valeur ajoutée (dans l'agriculture, dans le numérique, dans les services) et/ou de chaînes de valeur mondialisée ; mais aussi la résolution de ces inégalités, qu'elle passe par des politiques fiscales revisitées, ou par des dispositifs plus innovants, notamment par une redécouverte de l'entreprise comme objet économique à part entière.

a) Comment innovent les économistes pour penser le capitalisme de demain ?

La profonde mutation de nos économies, à laquelle la théorie économique *mainstream* n'est pas étrangère, oblige sans aucun doute à renouveler profondément les concepts et les cadres interprétatifs qui permettent de penser le présent et le futur. Comment les économistes pratiquent-ils ces innovations ? Quelles sont les méthodes qu'ils mobilisent dans leurs recherches, mais aussi dans leurs enseignements (on songe au manuel Core par exemple)? Sont-elles porteuses de véritables innovations ? Comment les pressions institutionnelles qui trop souvent freinent l'ouverture des imaginaires, sont-elles – ou non – dépassées ?

b) Approches interdisciplinaires des économies contemporaines de marché (le capitalisme comme système socialement encastré)

Le renouvellement de ces objets passe-t-il – c'est l'hypothèse que nous proposons – par un nouveau dialogue entre l'économie et les autres sciences sociales ? Peut-on scientifiquement penser les questions qu'on vient de soulever (du commun à la chaîne de valeur mondialisée) en

restant cantonnés à des questions économiques ? Comment en pratique penser le dialogue multi et interdisciplinaire autour de ces questions ? Quelles sont les conditions institutionnelles nécessaires à la mise en valeur de ce dialogue avec les autres sciences sociales ?

III. Du champ des possibles aux utopies

Puisque le congrès de l'AFEP et de l'IIPPE est marqué par le sceau de l'avenir, la question des possibles et des utopies est posée : comment penser les possibles et les utopies et comment leur donner du sens dans des économies marquées par des crises multiformes ? Est-on condamnés à produire des narrations dystopiques ?

On pense, sans être exhaustifs à la réinvention de la politique macroéconomique, aux champs des possibles qu'offrent - sous certaines conditions, qui restent à définir - , l'économie solidaire, la circularité, la fonctionnalité, les 32 heures, le revenu universel, le salaire à vie, les citoyennetés industrielles, les territoires zéro chômeurs de longue durée, « Occupy Wall Street », Podemos, etc ...

Peut-on aussi être plus ambitieux en envisageant les utopies comme mode de pensée, comme ouverture d'imaginaires ou espérances, allant du convivialisme au *buen vivir*, à la sobriété heureuse, à la décroissance, aux zadismes etc.

Qu'ont l'économie et plus généralement les sciences sociales à dire de ces « utopies » sous l'angle des pratiques économiques qu'elles engendrent, des nouveaux modèles de l'économie et de la société (sociologique, urbanistique, géographique, politique etc.) qu'elles donnent à penser, et des nouveaux savoirs collectés par les expérimentations qui sont donnés à voir ? Comment construire les indicateurs et les comptabilités du futur sur lesquelles ces utopies pourraient s'appuyer ?

Comment les chercheurs en sciences sociales peuvent-ils nourrir le nécessaire désir d'avenir d'une population mondiale « tétanisée » par les enjeux économiques ?

a. *A la recherche de la « bonne société » : visions alternatives du futur, systèmes économiques et utopies*

Les problèmes humains paralysants du capitalisme actuel peuvent-ils être résolus dans le cadre du capitalisme : existe-t-il un « capitalisme à visage humain » ? Les idées de Marx et d'Engels sur les sociétés post-capitalistes désirables sont-elles utiles pour envisager de telles sociétés ? Ou bien ce qui est généralement considéré comme un échec en URSS et en Chine pour créer des sociétés humainement libératrices et souhaitables (malgré les progrès accomplis) indiquerait-il un échec de ces idées de Marx et Engels ? Est-ce que d'autres visions différentes de sociétés post-capitalistes souhaitables sont préférables à celles de Marx et d'Engels ? Puisque le socialisme et le communisme (mais aussi le capitalisme et tous les systèmes sociaux) pourraient prendre des formes très différentes à un moment donné et évoluer dans le temps, qu'est-ce qui les caractériserait ou les définirait ? Le socialisme, comme tous les systèmes sociaux, devant être construit à partir du capitalisme, qu'est-ce qui distingue le socialisme de la « construction du socialisme » ou de la « transition vers le socialisme » ?

b. *Entre marché et utopie : efficacité vs. égalité, concurrence vs. coopération ?*

Quel sera le rôle du marché dans la société future ? Le marché peut-il être exploité ou socialisé ? Et si oui comment ? L'efficacité économique peut-elle être combinée à l'équité économique ? Qu'en est-il des relations de propriété (autogestion, coopératives, etc.) ? La concurrence sera-t-elle la règle dans la société future et dans quelles règles peut-elle être enchâssée ? Quelle forme prendra-

t-elle ? Quel rôle attribuer aux mécanismes économiques alternatifs (par exemple, planification centralisée ou décentralisée, etc.) ?

Au-delà de la thématique des futurs de l'économie et de l'économie politique, qui constitue le cœur des questions de cet appel à communication de 2019, toute recherche en cours qui témoigne du dynamisme des pensées institutionnalistes et interdisciplinaires, sera considérée.

Format des propositions

Vous pouvez

- soumettre une **proposition de communication** scientifique (avec un résumé étendu de l'intention de communication d'une page environ et 5 mots clés).
- Soumettre une **proposition de panel fermée**.
- Soumettre une **proposition de panel ouvert**.
- Soumettre une proposition de **réseau** (succession de plusieurs panels).

Les détails des procédures de soumission pour les papiers individuels, panels ou réseaux seront disponibles sur la plateforme de soumission <https://afep-iippe2019.sciencesconf.org/>. Celle-ci sera ouverte à partir **du 1er Novembre 2018**.

Calendrier

- Les propositions de communication (une page maximum + mots clefs) sont attendues pour le **15 janvier 2019**
- Les délais pour les panels seront précisés sur la plateforme à partir **du 1er novembre 2018**
- Les notifications d'acceptation des communications seront communiquées aux auteurs le **15 février 2019**
- Les papiers sont attendus pour **le 30 mai 2019** pour une mise en ligne sur le site du congrès.

!! Les inscriptions au colloque international seront ouvertes à partir du 15 février 2019
Inscriptions à tarif préférentiel jusqu'au 15 mars 2019